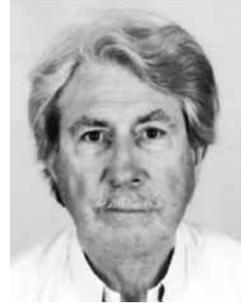


LA RUSSIE ET LES DEUX EUROPE



JEAN-PAUL GUICHARD*

En Occident, on a souvent beaucoup de difficultés à « comprendre » la Russie, un monde étrange dont on ne sait pas très bien s'il est européen ou non. Il faut dire que les Russes ne nous aident pas, ayant eux aussi parfois quelque difficulté à situer leur propre pays : après l'opposition traditionnelle des *Occidentalistes* et des *Slavophiles*, voici qu'il y a maintenant une nouvelle catégorie, les Eurasistes, ni vraiment européens ou asiatiques, un mélange des deux. S'interroger sur l'identité de la Russie revient, compte tenu de l'importance de ce pays, à s'interroger sur l'identité même de l'Europe.

Dans ce qui suit, sera appelé « Europe » la partie du territoire de l'Eurasie occupée par des peuples « européens », ces derniers étant définis non seulement par leur appartenance à l'Eurasie mais aussi et surtout par leur triple héritage grec, latin et chrétien¹. Durant la

* PROFESSEUR D'ÉCONOMIE ÉMÉRITE, CHAIRE JEAN MONNET AD PERSONAM DE L'UE.

¹ Il y a certes en Europe quelques langues qui ne sont pas indo-européennes (le finnois, le hongrois, le basque) : toutefois les cultures des populations qui parlent ces langues ont été très fortement marquées par les cultures grecque et latine. Il en va de même des quelques régions d'Europe au sein desquelles l'islam constitue la tradition religieuse majoritaire : ces régions, avant même d'être converties à l'islam, furent durant une période très longue marquées par le christianisme. La classification adoptée ici range la Russie parmi les pays « européens » et la Turquie parmi les « non européens ». Les pays des continents américains, qui sont des prolongements de l'Espagne, du Portugal, de la France et de l'Italie, des îles britanniques, de la Hollande et de l'Allemagne, ont aussi ce triple héritage : avec l'Europe, ils constituent la « civilisation européenne ».

très longue période au cours de laquelle se décompose l'Empire romain, se constitue progressivement « l'Europe » par l'extension de l'influence gréco-latine et la conversion des populations au christianisme ; mais, en même temps, se produit une sorte d'éloignement entre les deux principaux pôles du monde chrétien : Rome et Constantinople.

Lorsque l'Empire byzantin disparaît complètement², il y a désormais deux « Europe » : une Europe *romaine* (catholique), d'une part, une Europe *byzantine* (orthodoxe), d'autre part, cette dernière étant constituée par les Balkans (sous domination ottomane) et par le monde russe qui va alors ériger Moscou en *Troisième Rome*. L'Empire ottoman a aujourd'hui disparu, mais la frontière, invisible, entre les deux Europe demeure encore de nos jours. Dans la façon dont sont façonnées les mentalités et les « valeurs » des différents peuples, les traditions religieuses, quant bien même les pratiques ne seraient plus que résiduelles, ont davantage d'importance que les langues.

76

La Russie de Poutine ne peut être comprise sans le rappel du passé, parfois très lointain : l'orthodoxie, les Tatars et Ottomans, le *Mir* et l'esclavage, le rôle singulier de l'Ukraine, l'« ennemi » polonais, la révolution, le totalitarisme, la guerre froide, etc. Ces points de repère sont indispensables pour comprendre aujourd'hui l'animosité par rapport à l'Occident, l'annexion de la Crimée et le soutien aux séparatistes du Donbass, la volonté de rester une « grande puissance » et de constituer l'Union eurasiatique, le rapprochement avec la Chine, la volonté de jouer un rôle au Moyen-Orient... Autant d'éléments qui constituent une critique de la « construction européenne », notamment de sa politique d'élargissement et de voisinage.

Le décollage de l'Occident et le monde russe

Après une longue séparation, les Églises de Rome et de Constantinople scellent leur union à l'issue du concile de Florence, en 1439 ; rentrés chez eux, les évêques byzantins et l'empereur lui-même se heurtent à l'hostilité du bas clergé, ça ne passe pas ; en Russie non plus, mais pour d'autres raisons. Le métropolite Isidore de Kiev arrive à Moscou en 1441, proclame l'union devant

² La chute de la ville de Constantinople se produit le 29 mai 1453.

le grand prince lors d'une messe solennelle dans l'une des églises du Kremlin : quatre jours après il est emprisonné³, Vassili II ne pouvait tolérer un pouvoir spirituel inféodé à Rome où la papauté s'était, par une lutte constante durant des siècles, affranchie des pouvoirs temporels. Quelques décennies après la chute de Constantinople, le moine Philothée écrit en 1508 à Vassili III : « Sachez Tsar très pieux [...] Deux Rome sont tombées mais la troisième (Moscou) demeure ... »⁴

Entre l'Orient et l'Occident, il y a ainsi une grande différence dans les relations entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, un fait qui n'est pas nouveau et qui a eu de très notables conséquences économiques. S'appuyant sur un vaste réseau de monastères, la réforme grégorienne de l'Église romaine, menée par la papauté au onzième siècle, va engendrer, à partir de la fin du douzième, l'éclosion des universités, un grand développement du savoir et des techniques au sein des monastères, une révolution qui va produire ensuite la Renaissance. Comme le remarque P. Musso, « C'est en amont, dès le douzième siècle chez les cisterciens, que se développe l'esprit de production et chez les franciscains au treizième, l'esprit commerçant. »⁵ Muni des idées nécessaires à la pratique du commerce, l'Occident développe ses foires (notamment celles de Champagne) et ses routes commerciales, terrestres ou maritimes : Venise et Gênes étendent leurs activités en Méditerranée (et en mer Noire), les villes hanséatiques, dans la Baltique et la mer du Nord. Plus tard, avec les progrès techniques, le commerce peut s'étendre au loin, par-delà les océans : l'Europe occidentale, mercantiliste, part à la conquête du monde.

À l'Est, la situation est fort différente ; il y a l'Église certes, mais elle ne joue pas le même rôle que celle de Rome, il y a aussi l'arrivée des Tatars dont l'irruption fait exploser la *Rous'* de Kiev qui se scinde en deux : il y aura alors les principautés du Nord, dont celle de Moscou qui sera le fédérateur (à l'époque du « joug tatar »), et

³ En 1443, Isidore s'enfuit (ou est libéré) et retourne à Rome ; légat du Pape, il va à Constantinople proclamer l'union des Églises, le 25 décembre 1452 à Sainte Sophie. Quelques mois après, la ville est prise par les Turcs, mais Isidore réussit à s'enfuir.

⁴ La première Rome est « tombée », car elle est schismatique pour les orthodoxes ; la deuxième est Constantinople.

⁵ Pierre Musso, *La Religion industrielle, monastère, manufacture, usine. Une généalogie de l'entreprise*, Fayard, 2017.

le Sud-Ouest (dont la Galicie), un héritage de l'actuelle Ukraine. Au sein de la « Troisième Rome », le pouvoir est concentré sur une seule personne, le tsar, une sorte d'intermédiaire entre Dieu et les hommes qui sont tous, vis-à-vis de lui, des *kholops* (des esclaves), y compris les *boïars*. À la différence de l'Occident, la Russie n'a pas connu les villes libres et les franchises des marchands, de sorte qu'elle a vécu, durant des siècles et presque totalement, à l'écart du développement du reste de l'Europe⁶.

L'émergence de l'Empire russe et l'esclavage

78 L'ignorance de l'Église, et de toute la société, sera un sérieux obstacle au développement ; des tentatives furent pourtant faites pour sortir l'Église de son ignorance et de sa dépendance vis-à-vis du pouvoir temporel : elles échouèrent. On peut citer par exemple le conflit entre Nil de la Sora et Joseph de Volok, à la fin du quinzième siècle, à propos de l'attitude à adopter face à la secte des *judaïsants* ou à l'enrichissement des monastères : le premier prônant la parole, la persuasion et la pauvreté, le second, dans la ligne du pouvoir, étant intransigeant vis-à-vis du schisme et favorable à l'accumulation de biens par les moines. La critique publique d'Ivan le Terrible par le métropolite Philippe conduira celui-ci au martyr. De même, la volonté de rénovation et d'indépendance de l'Église du patriarche Nikon aboutit à un échec⁷.

L'époque du « temps des troubles », au début du seizième siècle, au cours duquel les troupes polonaises occupèrent souvent de grandes parties de la Russie, marque certainement le début d'une grande tradition d'hostilité du pouvoir central russe envers la Pologne : c'est qu'en effet la noblesse russe était alors très tentée par le « modèle polonais » d'un pouvoir royal faible, à l'opposé de la politique des tsars. La Russie orthodoxe et la Pologne catholique sont des frères slaves ennemis : en dépit du souvenir de la bataille de Grunwald contre les *Teutoniques*, le partage de la Pologne entre la Russie et le monde germanique sera un classique de l'histoire.

⁶ Ivan le Terrible ruina Novgorod qui constituait l'une des extrémités du réseau hanséatique ; il soutint en revanche les Stroganoff, initiateurs de la conquête de la Sibérie et principaux acteurs du commerce des fourrures.

⁷ Les changements pourtant bien anodins introduits par Nikon débouchent sur le schisme des « vieux croyants ».

Sous la dynastie des Romanov, l'Empire russe va prendre forme : la guerre du Nord permet à Pierre le Grand de réaliser la *fenêtre sur l'Europe*, alors que Catherine, l'amie de Voltaire, fonde la « Nouvelle Russie », le long de la mer Noire ; il a fallu attendre le dix-huitième siècle pour que le monde de l'orthodoxie voie enfin la création de ses premières universités. Il est un domaine, en revanche, où la dynamique sociétale fut particulièrement en opposition à celle de l'Occident : le monde du servage et des paysans. Ceux-ci avaient jadis la possibilité de changer de maître, une fois par an, au moment de la saint Georges ; cette coutume fut abolie au début du dix-septième siècle, ce qui n'empêchait pas certains paysans de s'enfuir vers le sud pour tenter leur chance d'une vie meilleure, libre, au pays des Cosaques. La condition des moujiks empira considérablement au dix-huitième avec la mise en place de l'impôt de capitation par Pierre I^{er} et la fin des obligations militaires des nobles par Pierre III : désormais, les paysans n'étaient plus nécessairement fixés à un grand domaine, ils pouvaient donc être vendus et achetés, ils étaient des esclaves.

79

Le grand problème de la Russie : les paysans et l'agriculture

À l'époque où des fabriques voient le jour en Russie, le statut d'esclave n'est pas satisfaisant pour le capital industriel. Il n'est pas non plus satisfaisant du point de vue de la productivité du secteur agricole : la communauté paysanne, le *mir*⁸, opère une redistribution périodique des terres attribuées aux différentes familles, ce qui dissuade de faire des investissements afin d'améliorer les rendements ; cela fait dire à Jules Michelet : « la vie russe, c'est le communisme »⁹. Au dix-neuvième siècle, cette question du mir occupe une place importante dans les conceptions de ceux qui réfléchissent au futur de la Russie ; ceux qui rêvent de révolution sont partagés entre les marxistes qui trouvent cela très bien, car préfigurant l'agriculture collectiviste de la société socialiste et ceux, tel Bakounine, qui dénoncent le mir, voyant en lui un moyen

⁸ Le mot « *mir* » a, en russe, plusieurs significations : la paix, le monde et enfin le petit monde du village, de la communauté paysanne.

⁹ Jules Michelet, *Légendes démocratiques du Nord*, 1850.

d'asservissement des paysans¹⁰. Quand le servage fut aboli par Alexandre II, rien n'était vraiment réglé : la terre restait aux grands propriétaires, le *mir* demeurait ; l'agriculture russe ne ressemblait pas encore à celle des exploitants individuels de France ou d'Allemagne.

Un homme, Stolypine, va initier un processus qui, s'il avait pu être prolongé plus longtemps qu'il ne le fut¹¹, eût peut-être permis à la Russie de faire l'économie d'une révolution : par différents moyens, l'ennemi implacable du *mir* qu'il était réussit à faire en sorte qu'une fraction appréciable du monde rural soit composée d'exploitations familiales en pleine propriété de la terre. La production agricole était alors en forte expansion, de même que la production industrielle dopée par l'afflux de capitaux français : la Russie, grande puissance politique, était en train de devenir une grande puissance économique. Malheureusement pour elle, il y avait Nicolas II qui freina la politique entreprise par Stolypine et il y eut la guerre, la révolution et le coup d'État bolchevik.

Guerre et révolution

80

L'impérialisme allemand qui se développe avant la guerre de 14 est bien plus agressif que celui des puissances « nanties » sur le plan colonial (Angleterre, France et Russie). Les élites allemandes¹² rêvent d'une Allemagne vassalisant la totalité de l'Europe continentale et qui serait dotée d'un vaste empire colonial ; elles considèrent avec inquiétude ce qui pourrait constituer un obstacle à leur projet, la rapide montée en puissance de l'Empire russe : il faut donc abattre celui-ci en le démantelant, au moyen d'une guerre préventive¹³. Un tel programme suppose qu'il n'y ait

¹⁰ La globalisation fiscale rendait les paysans solidairement responsables par le biais du *mir* ; si un paysan s'enfuyait, ceux qui restaient devaient supporter la même charge globale qui était donc accrue pour chacun d'entre eux : le *mir* faisait donc la police pour éviter cela.

¹¹ Stolypine fut remercié par le tsar Nicolas II et, quelques mois plus tard, il fut assassiné sous les yeux de la famille impériale à l'opéra de Kiev ; la politique qu'il avait menée dérangeait, notamment les révolutionnaires ; plus encore que ses mesures répressives contre les terroristes, les révolutionnaires détestaient par-dessus tout sa politique agricole.

¹² Les élites allemandes comprennent alors les grands propriétaires nobles, les officiers, les dirigeants de la banque et de l'industrie et les universitaires.

¹³ Le plan allemand, escomptant la neutralité de l'Angleterre, prévoyait de concentrer l'essentiel des forces contre la France pour détruire son armée en six semaines et avoir alors les mains libres pour vaincre la Russie.

pas d'« ennemis de l'intérieur » : on fit donc croire, avec l'aimable concours de Parvus et de quelques autres révolutionnaires russes, aux socialistes allemands que c'était le régime tsariste qui avait voulu la guerre.

Plus tard, au printemps 1917, la révolution étant advenue, l'argent allemand facilita le retour dans leur pays des professionnels russes de la révolution, notamment Lénine et Trotski ; les dirigeants allemands avaient bien compris qu'en aidant l'aile la plus radicale des socialistes¹⁴, cela permettrait une paix séparée : les deux traités de Brest-Litovsk constituèrent un triomphe pour l'Allemagne avec notamment la dissociation de la Grande Russie et de l'Ukraine et la mise en coupe réglée de cette dernière selon un plan concocté par le gérant de la banque Warburg, Karl Melchior¹⁵. Ces traités très durs furent effacés grâce à la défaite allemande à l'Ouest et, pourrait-on dire, à la mansuétude des dirigeants alliés, notamment américains : sans doute, certains de ceux-ci pensaient-ils déjà aux affaires qu'il serait possible de faire avec les nouveaux maîtres de la Russie.

Après cela, les Bolcheviks purent venir à bout de toutes leurs oppositions ou presque : celles de leurs concurrents révolutionnaires, SR et Mencheviks, celles des révoltes ouvrières, des mouvements nationalistes, des armées blanches et de leurs appuis extérieurs, des armées « vertes » de paysans révoltés ; le seul échec fut la défaite face à la Pologne¹⁶, une frustration majeure compte tenu du passé des relations avec ce peuple.

Comment ces succès d'un parti qui était ultra minoritaire ont-ils été possibles, qui amenèrent l'instauration durable d'un régime totalitaire ? La guerre bien sûr, qui déstabilisa une société déjà fragilisée par les rapides mutations économiques et l'insuffisance

¹⁴ Par des voies détournées, au Danemark et en Suède, des aides financières notables furent fournies par l'État allemand au bénéfice du journal des Bolcheviks, *La Pravda*.

¹⁵ Karl Melchior fit partie de la délégation allemande à la commission mise en place à la suite de l'armistice du 11 novembre 1918 ; il fit alors une très forte impression sur John Maynard Keynes dont il devint un grand ami (peut-être davantage) et qui lui consacra un livre publié *post mortem*.

¹⁶ L'échec de l'Armée rouge, lors de la *bataille de Varsovie*, est dans une large mesure imputable à Staline qui empêcha Boudienny d'obéir aux ordres de Toukhatchevski, compromettant le plan de celui-ci. Cela se sut, un fait impardonnable ; Staline avait de la mémoire : Toukhatchevski, le boucher de Kronstadt et de la révolte de Tambov, fut, comme bien d'autres, victime d'un procès truqué et exécuté en 1937.

des réformes pour les accompagner, amenant ainsi la révolution et un gouvernement démocratique, lui aussi bien fragile ; cela n'était toutefois pas suffisant : le Parti bolchevik put s'emparer du pouvoir (par un coup d'État) et le conserver grâce à la force que lui conférait sa doctrine (forgée depuis longtemps) combinant démagogie, duplicité et usage de la terreur pour créer « l'homme nouveau ».

La gestion impitoyable et inefficace de l'agriculture, et des paysans et ses conséquences

Les bourgeois (et parfois nobles) qui composaient la majeure partie des cadres de ce Parti, « l'avant-garde » autoproclamée d'une classe ouvrière largement mythique dont ils prétendaient défendre les intérêts, ne reculèrent devant rien afin d'arriver à la réalisation de leur utopie, notamment la transformation des paysans en ouvriers, conformément au message de Marx¹⁷. La virulence avec laquelle le pouvoir des révolutionnaires s'en prit au monde des paysans est révélatrice du mépris profond des Bolcheviks, notamment de Lénine, et de ceux qui les inspirèrent, pour ces *abrutis*¹⁸ appelés par le vent de l'Histoire à disparaître. Le principe « la terre à ceux qui la travaillent » était purement démagogique¹⁹ : les méthodes coercitives pour forcer les paysans à livrer leurs produits et à se laisser déposséder de la terre²⁰ furent extrêmes : il fallait développer l'industrie pour créer enfin une grande classe ouvrière, à n'importe quel prix, fût-ce au prix de famines, d'assassinats de masse, de déportations. Il y a beaucoup d'écrits concernant la lutte de l'Armée rouge contre les armées blanches, au temps de la guerre civile : on

82

¹⁷ Marx imaginait une agriculture exclusivement composée par de grandes exploitations fonctionnant sur le modèle de la grande entreprise ; les paysans n'étaient, selon lui et Engels, qu'une catégorie résiduelle appelée à disparaître. Ironie de l'histoire, Lénine, avocat sans cause, vivait grâce aux rentes foncières de sa mère alors que le père de Trotski était un grand propriétaire foncier.

¹⁸ Les paysans sont qualifiés d'*abrutis* par Engels dans son ouvrage *La guerre des paysans* ; Marx a des explications très embrouillées et pas du tout convaincantes sur la terre, la rente foncière et les paysans dans le livre 3 du *Capital* ; les paysans constituent une catégorie qui est dérangeante pour la belle harmonie de son beau concept de capital : il faut donc qu'ils disparaissent, car il ne doit plus y avoir que des bourgeois et des prolétaires !

¹⁹ La dissolution de l'Assemblée constituante, au sein de laquelle les Bolcheviks étaient très minoritaires, en 1918, se fit, dès le premier jour, après que celle-ci eut refusé de voter le « décret sur la terre » préparé par Lénine.

²⁰ Il s'agissait, selon la propagande, de *Koulaks*, des *affameurs du peuple*.

parle beaucoup moins, à tort, des révoltes paysannes de grande ampleur et des *armées vertes* qui luttèrent à la fois contre les rouges et contre les blancs. Le monde des paysans, qui constituait la majeure partie du peuple russe, fut réprimé impitoyablement. L'Union soviétique imposa les fermes collectives, les paysans disparurent, devinrent des ouvriers.

Le résultat fut catastrophique : cette agriculture-là s'avéra incapable de nourrir le pays, malgré l'étendue des terres agricoles ; les petits jardins périurbains cultivés de façon privative permirent d'assurer une part appréciable de la production, donc de l'alimentation de la population, notamment pour les pommes de terre²¹.

À la fin de la guerre froide, l'Union soviétique était structurellement obligée d'importer des biens alimentaires, notamment du blé ; dans un contexte de course aux armements (cf. la « guerre des étoiles ») très coûteuse, le contre-choc pétrolier de 1986 organisé par les États-Unis et l'Arabie Saoudite, qui privait l'Union soviétique d'une grande part de ses ressources en devises indispensables pour ses achats de blé, mit le pays devant l'alternative suivante : continuer la course aux armements et compromettre alors l'alimentation de la population ou bien diminuer les dépenses militaires pour pouvoir importer ; c'est la deuxième option qui fut retenue, les Américains avaient gagné la guerre froide.

83

Le règne de Staline

L'industrialisation à tout prix ne put se faire, dans ce pays ruiné, que grâce à des importations, qu'il fallait payer : avec de l'or, avec des biens culturels et des œuvres d'art, le produit du pillage des églises et des logements des bourgeois et autres « parasites », et surtout avec des biens alimentaires, avec les conséquences désastreuses que l'on sait, particulièrement la grande famine du début des années 1930, un véritable génocide²². Cela ne suffisait pas : la plupart des ingénieurs et techniciens qualifiés avaient fui

²¹ Les jardins permirent aux pays de l'ancienne Union soviétique, dans les premières années de la « transition » (les années 1990), d'éviter que la sous-alimentation d'une partie de la population ne se transforme en famine.

²² La famine culmine en 1933 et fait plusieurs millions de morts : en Ukraine et aussi dans les régions du Don et du Kouban, c'est-à-dire dans toute cette zone qui jadis était celle des Cosaques. Et qui fut celle des grandes révoltes paysannes et qui donna beaucoup de fil à retordre aux Bolcheviks avec les *armées vertes*.

ou avaient trouvé la mort, il fallait donc faire appel à des firmes étrangères pour relancer la production industrielle et les activités extractives. Les entreprises françaises (ou anglaises) n'étaient pas les bienvenues, la France et l'Angleterre étant perçues comme des soutiens du tsarisme, les entreprises allemandes étaient sur la défensive : ce sont les grandes firmes américaines qui réalisèrent de très fructueux contrats en Union soviétique, une présence indispensable pour la réussite des plans quinquennaux.

La politique étrangère de Staline fut très fluctuante ; après avoir aidé jusqu'en 1933 l'Allemagne à reconstituer son armée, en application des clauses secrètes du Traité de Rapallo, puis avoir souhaité un rapprochement avec la France, il veut une entente avec Hitler, dès la fin de 1936 ; c'est parce que Toukhatchevski et d'autres pointaient le danger hitlérien, s'opposant en cela à cette volonté de rapprochement, que les purges s'abattirent sur l'Armée rouge comme elles s'abattirent un peu plus tard sur les anciens de la guerre d'Espagne. Le pacte de 1939 permettait au dictateur de « gagner du temps », de partager la Pologne, un classique de l'histoire, et de protéger l'Empire en Extrême-Orient où Joukov était aux prises avec des armées japonaises²³. Une fois la guerre venue, le double jeu continue : à l'instigation de Staline, Molotov fait, dans le plus grand secret, des tentatives de paix séparée en 1942 et 1943 ; l'idée générale était (comme en 1939) qu'il fallait laisser les pays capitalistes se battre entre eux et s'épuiser mutuellement.

L'Allemagne vaincue, l'Europe étant scindée en deux, la fin des années 1940 marquait le début de la guerre froide. La mort de Staline, en 1953, fut un soulagement pour beaucoup, tellement la peur du dictateur s'était profondément installée au sein des instances dirigeantes du Parti communiste ; ce fut aussi un grand soulagement pour ceux qui avaient survécu dans les camps et qui furent libérés. Ce ne fut pas pour autant la fin de la guerre froide.

²³ L'entente avec Hitler permet à Staline de concentrer en Mongolie des forces importantes qui, par leur action, obligent le gouvernement japonais à réorienter vers le sud sa stratégie.

La guerre froide et son épilogue

Le partage de Yalta et la fin de la guerre n'avaient pas permis à Staline de se rendre maître de la totalité de l'Europe byzantine : il y avait, certes, la Moldavie, la Roumanie et la Bulgarie²⁴, mais il manquait la Grèce et, surtout, la Yougoslavie du dirigeant communiste indépendant et « non aligné » Tito. C'était très agaçant pour le Kremlin puisque Belgrade se posait en modèle alternatif, notamment à l'attention des pays du tiers-monde : l'autogestion yougoslave contre la rigidité du système de l'économie planifiée soviétique. Moscou avait aussi d'autres soucis : des révoltes dans les *pays frères* d'Europe et, surtout, le schisme chinois ; la *Troisième Rome*²⁵ voyait son autorité idéologique battue en brèche : Pékin dénonçait le *révisionnisme* du PCUS et poussait l'insolence, dans les années 1960, jusqu'à revendiquer des territoires dans la région de l'Amour et à masser des troupes aux frontières²⁶. Cela s'aggravait encore en 1972 : le voyage de Nixon à Pékin était le début d'une quasi-alliance, un revers d'importance pour Moscou.

L'économie soviétique, malgré les promesses et les fanfaronnades, ne fonctionnait pas bien, exception faite du secteur militaro-industriel qui absorbait une grande partie de l'énergie du pays. Dans un livre prémonitoire, *La chute finale* (1976), Emmanuel Todd, se basant sur l'indice de fragilité de la société soviétique que constituait la hausse de la mortalité infantile à partir de la fin des années 1960, prédisait l'écroulement de l'Empire. Cela n'allait pas bien, mais après tout, dans la Chine d'après le *Grand bond en avant*, c'était pire !

Toutefois, l'arrivée au pouvoir de M. Deng Xiaoping en 1979 allait changer en profondeur l'orientation économique du pays avec l'instauration du capitalisme (et l'ouverture extérieure),

85

²⁴ L'Union soviétique contrôlait de fait d'autres pays européens en dehors de l'aire ayant l'héritage de Byzance : les pays baltes, la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie, la Hongrie.

²⁵ Comment ne pas évoquer ici ce mot de Jules Michelet dans ses *Légendes démocratiques du Nord* (1850) : « telle est la propagande russe, infiniment variée, aujourd'hui elle nous dit *nous sommes le christianisme*, demain elle nous dira *nous sommes le socialisme* ! »

²⁶ Les Chinois revendiquaient la cession de territoires d'une étendue de deux millions de km² correspondant à ce qu'ils estimaient être une spoliation des traités « inégaux » de 1858 et 1860.

tout en conservant l'organisation totalitaire de la société ; cela portait ses fruits : rapidement s'établissait en Chine une croissance économique durable et forte ; une différence majeure avec l'Union soviétique alors empêtrée dans une course aux armements sans issue. Les deux pôles du totalitarisme proposaient désormais des structures économiques bien distinctes : capitalistes pour l'un, collectivistes pour l'autre. Sur le plan de l'efficacité économique, la différence était nette.

L'implosion du bloc soviétique allait donner lieu, au sein des pays de l'ex-URSS, à ce qu'on pourrait appeler « le hold-up du siècle » ! La désorganisation du système, l'absence de tout contrôle qui en résultait parfois allaient permettre à des jeunes gens intelligents et sans scrupule, bien introduits par ailleurs dans les organisations préexistantes, de transformer et de faire fonctionner celles-ci à leur profit, en particulier dans le domaine du commerce extérieur, à l'origine de la constitution de fortunes fulgurantes ; de plus, la vente des entreprises nationales fut une immense escroquerie ; se constitua ainsi, en quelques années, une oligarchie puissante détenant la majeure partie de l'appareil productif du pays. Tout cela s'effectua au nom de la nécessité de « libérer » l'économie des forces qui l'entravaient ; à l'époque de Iegor Gaïdar, des apprentis sorciers – des économistes russes ou occidentaux se réclamant du « libéralisme » alors qu'ils préconisaient le « laisser faire », ce qui est très différent – suscitérent des réformes bien trop radicales ; la transition d'un système économique à un autre exigeait de la progressivité et du temps afin d'éviter des coûts sociaux trop élevés : une autre voie fut suivie ; on prétendait alors que, pour éviter le retour du collectivisme et du totalitarisme et pour consolider la démocratie naissante, il était nécessaire d'aller très vite dans la réalisation des réformes. Le résultat fut catastrophique : entre 1990 et la crise de 1998, le PIB russe chuta de moitié²⁷, la pauvreté et les inégalités augmentèrent dans des proportions inquiétantes en même temps que prospérait l'oligarchie.

Les années Eltsine, la décennie 1990, eurent des conséquences profondes sur les idées politiques au sein de la population russe :

²⁷ La baisse du PIB fut du même ordre de grandeur que celle qui affecta l'URSS au cours de la Seconde Guerre mondiale. Le développement de la pauvreté s'accompagna d'un cortège de maux : hausse de l'alcoolisme, du nombre de suicides, de la criminalité, de la malnutrition et de la mortalité qui en résulte, effondrement de la natalité.

liberté, libéralisme, démocratie furent désormais identifiés par une grande partie des Russes à la liberté du renard dans le poulailler ; en même temps, le rejet de ces notions, qui étaient dans une large mesure des produits d'importation en provenance de l'Occident, fit resurgir le vieil antagonisme de la guerre froide : une quasi-détestation de l'Amérique et le regret, parfois teinté d'un peu de mépris, de voir l'Europe occidentale inféodée aux États-Unis. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine est la conséquence de ces années calamiteuses pour la Russie et de ce basculement des opinions politiques exprimant une forte demande d'ordre et de sécurité.

Poutine et la remise en ordre de la Russie

L'échec des années 1990 ne fut pas que social, financier et économique : il fut aussi politique et militaire. Tous les compartiments de la société russe furent touchés par cet abaissement. La volonté de sécession de la Tchétchénie, dont le gouvernement refusa de signer en 1992 le traité constitutif de la Fédération de Russie, constituait un acte inacceptable pour le Kremlin ; la dissolution de l'URSS, un élément important de décomposition de l'Empire russe, avait été acceptée²⁸ : toutefois, que l'une des composantes de ce qui restait de la « Grande Russie » fit sécession ouvrait la voie à un processus d'éclatement conduisant à la fin du statut de grande puissance de la Russie²⁹, il fallait donc une intervention vigoureuse. La première guerre de Tchétchénie eut lieu à une époque de grande faiblesse du pays (décembre 1994-août 1996) : malgré la bénédiction de Clinton (et son aide³⁰), l'opération militaire fut un fiasco ; un accord humiliant dut être signé par Lebed, accordant une autonomie spéciale à la Tchétchénie. À la même époque, du fait de sa faiblesse, la Russie fut presque totalement absente des Balkans où se produisait l'effroyable

87

²⁸ C'était jadis le but de guerre essentiel, à l'Est, de l'Allemagne impériale.

²⁹ La sécession de la Tchétchénie, si elle s'était produite, aurait pu être suivie par celle de toutes les « Républiques autonomes » de la fédération : Daghestan, Tatarstan, Sakha, etc.

³⁰ Les États-Unis fournirent du matériel de géolocalisation qui permit de tuer Djokhar Doudaev grâce à un missile.

processus de décomposition de la Yougoslavie mettant aux prises l'allié traditionnel serbe³¹.

Avec le krach financier de 1998 et les attentats de 1999, la Russie était au creux de la vague et réclamait un homme fort : il fut adoubé par Eltsine, c'était Poutine. Celui-ci avait un programme : l'autorité, la restauration de la puissance de l'État russe, notamment de l'armée et des organes de sécurité, la « verticale du pouvoir ». Lorsque la deuxième guerre de Tchétchénie commença, à la fin de l'été 1999, il y avait un désir de revanche largement partagé au sein de la population russe ; les moyens engagés furent considérables, on ne fit pas dans la dentelle ; lorsque Grozny est prise, le 6 février 2000, c'est une ville en ruine. Dans le même temps, étaient renforcés les moyens dévolus aux organes de sécurité (FSB) et à l'armée ainsi que, dans une large mesure, les moyens permettant d'avoir de l'influence sur les décisions de justice et le contenu des médias ; de plus, l'oligarchie était mise au pas : vous pouvez conserver votre fortune (bien mal acquise le plus souvent) à la condition de ne pas faire de politique, fut-il signifié aux oligarques. Enfin, l'État s'assurait le contrôle de secteurs stratégiques : les industries militaires, le pétrole et le gaz.

Au début de son règne, le « tsar Poutine » n'est pas hostile à l'Union européenne ; dans un discours prononcé en allemand devant le Parlement allemand en septembre 2001, il déclare en substance : « le peuple russe est un peuple européen, il entend promouvoir les normes et les valeurs en vigueur en Europe ». La même année est signé un traité d'amitié avec la Chine : le gaz sibérien doit trouver des débouchés, à l'ouest certes, mais aussi à l'est. Au fur et à mesure que les relations avec l'UE se distendront, celles nouées avec la Chine se renforceront. La mise en œuvre de la politique d'élargissements successifs et de « voisinage »

³¹ La guerre de Bosnie-Herzégovine s'étend du 6 avril 1992 (proclamation de l'indépendance) au 14 décembre 1995 (Accords de Dayton) ; elle oppose les Croates de Bosnie (de tradition catholique), les Serbes de Bosnie (de tradition orthodoxe) et les « Bosniaques » (de tradition musulmane) ; elle provoqua la mort de 100 000 personnes environ. Plus tard, en Serbie, la guerre du Kosovo oppose, de mars 1998 au 10 juin 1999, l'armée serbe à l'armée de libération du Kosovo (de l'Uçk) appuyée par une coalition de l'OTAN dirigée par les États-Unis ; les bombardements sur Belgrade finissent par venir à bout de la résistance serbe ; la résolution 1244 de l'ONU consacre le double principe d'une administration autonome du Kosovo et de la souveraineté de la Serbie sur son territoire.

menée par l'UE en direction de l'est et de celle de Poutine visant à la constitution d'une union eurasiatique va conduire à un très sensible refroidissement des relations de la Russie avec l'UE qui se manifesteront principalement en Ukraine.

L'affaire ukrainienne

La « construction européenne » a des racines lointaines ; un livre, plus que tout autre, inspira les hommes qui furent les acteurs décisifs de cette entreprise : « *Pan-Europa* » écrit en 1923 ; ce livre considère que la Russie est un danger pour l'Europe, qu'elle soit rouge ou blanche³² ; peu ou prou, cette vision demeurera dans les esprits *européistes*, avec son corrélat : la Russie n'est pas « de l'Europe » ... mais l'Ukraine oui !

Le début des années 2000 voient l'UE opérer une « marche vers l'est ». Dans la perspective de l'élargissement, le Conseil de l'UE décide en mars 2001 de développer une « politique de voisinage » ; les traités d'adhésion entrent en vigueur le 1^{er} mai 2004 pour neuf États³³ et le 1^{er} janvier 2007 pour la Bulgarie et la Roumanie. Cela s'accompagne d'un élargissement de l'OTAN³⁴, en dépit des assurances verbales données au moment de la réunification allemande. L'attraction de l'UE était déjà très forte pour l'Ukraine ; celle-ci prend ses distances vis-à-vis de la CEI alors que son président, Koutchma, signe un décret en 1997 sur la « stratégie d'intégration dans l'UE ».

Du côté de la Russie, se manifeste une volonté de regroupement, selon le modèle de la Communauté européenne : en 2000, est décidée la création de la *Communauté économique eurasiatique* (CEEAA) comprenant la Russie, la Biélorussie, le

³² Dans le paragraphe « Péril rouge et péril blanc » de son livre *Pan-Europa*, Richard Coudenhove-Kalergi, s'appuyant sur le sentiment ambivalent d'attraction-répulsion qu'éprouve le monde germanique pour la Russie et sur la peur très largement partagée du bolchevisme, déclare : « Aussitôt que la Russie aura la possibilité de mettre l'Europe sous sa dépendance, elle en fera usage, peu importe que cette possibilité soit rouge ou blanche. »

³³ Les trois pays baltes, la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie, la Tchéquie, la Slovaquie et Malte.

³⁴ En 1999 : Pologne, Tchéquie, Hongrie ; en mars 2004 : pays baltes, Slovaquie, Roumanie, Bulgarie, Slovaquie. On peut remarquer que l'élargissement de 2004 concerne deux pays de l'« Europe byzantine » (Roumanie et Bulgarie) dont la proximité religieuse de la Russie a son importance.

Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan. La Russie tolère que l'Ukraine joue un rôle particulier entre elle et l'UE, à la condition que cela respecte une réelle symétrie et qu'il n'y ait pas d'implications militaires du côté de l'Occident.

En 2004 les choses commencent à se gâter. Les adhésions à l'OTAN de certains pays déplaisent à Moscou ; toutefois Poutine poursuit, avec l'Ukrainien Viktor Ianoukovytch, partisan de relations étroites avec la Russie et de l'entrée de l'Ukraine dans l'UE, mais opposé à une adhésion à l'OTAN, un dialogue constructif ; le 21 novembre a lieu le deuxième tour de l'élection présidentielle : Ianoukovytch (appuyé par le « clan du Donetsk » et Rinat Akhmedov) est élu, Ioutchenko est battu ; l'opposition crie au trucage (c'est vraisemblable, car le pays est très corrompu), il y a des manifestations de rue³⁵ ; en décembre 2004, un nouveau scrutin permet l'élection de Viktor Ioutchenko, un partisan du rapprochement avec l'UE (et de l'adhésion à l'OTAN) : la société ukrainienne, c'est une histoire très ancienne, est tiraillée entre l'Est (la Russie) et l'Ouest, ainsi que le montrait le Traité d'Androusovo de 1667³⁶.

90

Les élections législatives de 2006, avec la victoire du *Parti des régions*, voit le retour aux affaires, comme Premier ministre, de Ianoukovytch ; pour peu de temps : il est battu à la présidentielle de 2007 par Ioulia Timochenko ; il est toutefois indestructible : une nouvelle élection début 2010 le porte à la présidence. Il profite de sa majorité parlementaire pour faire renforcer les pouvoirs du président³⁷ et signer avec Medvedev les Accords de Kharkiv (avril 2010) prolongeant le bail de Sébastopol à la Russie et obtenant d'elle un rabais important sur le gaz.

Malgré cela, à la fin de l'année 2013, la situation économique est critique, les réserves de change sont épuisées : le gouvernement essaie d'obtenir des prêts en urgence de l'UE et de la Russie ; il est prévu que l'Ukraine signe, au cours du sommet de Vilnius des 28

³⁵ Les manifestations de rue de la *révolution orange* sont soutenues par des ONG étrangères : Open Society de G. Soros, Otpor, Carnegie, etc. Le scrutin est annulé par la Cour suprême. Le nouveau vote voit la victoire de Viktor Ioutchenko.

³⁶ Par ce traité de 1667, la rive gauche du Dniepr est dévolue à la Russie, la rive droite à la Pologne-Lituanie.

³⁷ La même année, un procès pour corruption a lieu contre des ministres et contre Ioulia Timochenko, laquelle écope d'une peine de prison.

et 29 novembre, le *traité d'association politique et économique* avec l'UE, l'élément le plus important du « partenariat oriental »³⁸ de la *politique de voisinage* de l'UE, ce qui permettrait une aide économique d'urgence ; toutefois, le 21 novembre, le président annonce, à l'instigation de son homologue russe, qu'il ne signera pas, ce qui met le feu aux poudres à Kiev où les manifestations de Maïdan commencent le 29 ; sa rencontre avec Poutine le 17 décembre se conclut par un accord : un prêt de 15 milliards de dollars, une baisse du prix du gaz, la levée des barrières douanières entre les deux pays.

La suite est connue : les manifestations vont crescendo, de nombreux responsables politiques, à Kiev, veulent revenir sur l'accord concernant Sébastopol et provoquent l'abrogation (en février 2014) de la loi de 2012 qui donnait à la langue russe un statut officiel dans un grand nombre de régions³⁹ ; en même temps, ils veulent accélérer les contacts en vue d'une adhésion à l'OTAN ; enfin, le pouvoir étant très corrompu, les députés entendent provoquer des enquêtes, ce qui provoque la fuite de Ianoukovitch. Les dirigeants russes et les séparatistes des régions russophones de l'Ukraine se saisissent de ces bons prétextes offerts sur un plateau : c'est alors l'annexion de la Crimée⁴⁰ par la Russie et l'organisation de la sécession de fait du Donbass, avec une guerre qui couve sur le terrain, des sanctions des Occidentaux et des contre-sanctions.

91

Deux stratégies

Deux stratégies sont à l'œuvre que met en lumière le drame ukrainien : celle de la Russie, celle de l'UE et des États-Unis. Il y a, certes, une dimension économique, les projets de nouveaux gazoducs Russie-UE évitent l'Ukraine, mais ce n'est pas l'essentiel ; à la base, il y a une opposition politique. Poutine tient à préserver

³⁸ Le « partenariat oriental » concerne l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie et les pays du Caucase (Arménie, Géorgie et Azerbaïdjan).

³⁹ L'abrogation sera elle-même abrogée. Il faut noter qu'il y a dans le pays environ 20 % de la population qui est ethniquement russe et 40 % qui utilise le russe dans la vie courante, les proportions étant très inégales selon les régions : très peu de russophones à l'ouest, une forte majorité en Crimée et dans le Donbass.

⁴⁰ Le mot « annexion » est celui qui est utilisé dans une motion votée par l'assemblée générale de l'ONU.

pour son pays un statut de « grande puissance »⁴¹ et, pour cela, il veut que son pays puisse dialoguer avec l'UE d'égal à égal, en étant à la tête d'un ensemble de pays, l'*Union eurasiatique*, d'où le développement d'une rhétorique « eurasiste » ; or la *défection* de l'Ukraine est, pour ce projet, une véritable catastrophe, l'Ukraine étant de loin le pays le plus important, après la Russie, parmi les pays devant faire partie d'un tel ensemble ; de plus, la politique de voisinage de l'UE et celle d'extension de l'OTAN des États-Unis rappellent fâcheusement aux Russes l'époque de la guerre froide et du « *containment* ». La volonté de l'UE de s'étendre à l'est, comme elle le fit, notamment dans les Balkans, et comme sa politique de partenariat oriental le laissait présager, couplée avec une politique d'extension de l'OTAN sans que soient redéfinis les buts de cette organisation, ne peut que pousser dans les bras de la Chine une Russie qui ne peut toutefois ignorer les appétits et les arrière-pensées que son grand voisin du sud manifeste avec les « routes de la soie ».

Le futur de l'Europe

92

La glaciation actuelle des relations UE/Russie ne prouve pas l'inexistence d'un souhait, très largement partagé, d'une solidarité à venir de l'ensemble des peuples européens, et cela, d'autant plus que les excédents commerciaux renouvelés de la Chine font craindre une dépendance accrue de ces peuples vis-à-vis de ce géant économique⁴². Ces tensions remettent en question la méthode utilisée à l'ouest (celle de Jean Monnet) d'une agrégation progressive de tous les peuples européens au noyau initial en ignorant la force et le dynamisme qui pourraient résulter de la constitution de sous-ensembles fondés sur des liens politiques, culturels et religieux très anciens. Cette ignorance s'étend à cette deuxième Europe qu'est l'*Europe byzantine*, les trois Russie et les Balkans⁴³. Plutôt que de vouloir intégrer à l'UE les pays balkaniques,

⁴¹ Les Russes soulignent souvent qu'il n'y a que trois pays qui ont un système de défense « autonome » : les États-Unis, la Chine et... la Russie.

⁴² L'industrie manufacturière chinoise représente en 2018 environ 40 % de l'industrie manufacturière du monde, plus que celles des États-Unis, du Japon et de l'UE réunis !

⁴³ Les Balkans dont il est question ici sont l'ensemble des pays balkaniques de tradition orthodoxe ou qui ont été christianisés sous l'autorité de Constantinople, même si la religion dominante est devenue l'islam. Cela exclut la Slovénie et la Croatie dont le substrat religieux est le catholicisme.

LA RUSSIE ET LES DEUX EUROPE

il eût peut-être été plus judicieux de les aider à constituer eux-mêmes une fédération ayant d'étroites relations avec les trois Russie et avec l'Europe occidentale (dont la « monnaie unique » n'est pas vraiment une réussite⁴⁴). D'un autre côté, les méthodes autoritaires et parfois agressives de Moscou vis-à-vis de l'Ukraine ne favorise pas ce qui pourrait apparaître comme souhaitable : le rapprochement des trois Russie.

Résumé :

L'Europe est double : à l'ouest l'héritage chrétien de Rome, à l'est celui de Constantinople, l'Europe « byzantine » qui comprend les Balkans et les trois Russie. Après l'éclatement de la Russie de Kiev provoqué par les Turco-Mongols, le monde russe se réorganise autour de la *Troisième Rome* et suit un itinéraire très différent de celui de l'Occident : les paysans deviennent des esclaves. L'insuffisance des réformes et la guerre conduisent à la révolution et à un ^{xx}e siècle tragique aboutissant à une décomposition partielle de l'Empire russe, notamment la séparation des trois Russie. Poutine procède à une remise en ordre et à la promotion d'une « Union eurasiatique », pendant oriental de l'UE ; l'Ukraine, ce n'est pas nouveau dans l'histoire, est divisée entre l'est et l'ouest. Le conflit illustre l'échec de la stratégie d'élargissement de l'UE.

93

⁴⁴ La zone euro connaît un grave déséquilibre commercial entre le Nord (Allemagne et Pays-Bas dont les excédents commerciaux sont de l'ordre de 9 % de leur PIB) et le Sud (pays latins).